

## Session Plénière du 17 Décembre 2021

### RAPPORT N°21.05.04 - DECLARATION DE L'ETAT D'URGENCE CLIMATIQUE ET SOCIALE.

#### Intervention de Michel CHASSIER

Monsieur le Président, chers collègues,

J'entends le ton des interventions depuis ce matin, et je ne suis pas vraiment surpris. Nous abordons un sujet particulièrement sensible, un domaine dans lequel la moindre critique, la moindre nuance, le moindre doute peut valoir à celui qui l'exprime les foudres de l'inquisition.

Et dans ce domaine les saintes écritures ce sont les fameux « rapports du GIEC ».

Je voudrais donc pour commencer rappeler à tous de quoi il s'agit.

Comme toutes les institutions onusiennes, le GIEC n'est pas une association de personnes physiques, mais une association de pays : ses membres sont donc des nations. Aucun individu – et en particulier aucun chercheur – ne peut être membre du GIEC « en direct » : les personnes qui siègent aux assemblées du GIEC ne font que représenter des pays membres, encore faut-il le dire.

C'est déjà un biais politique notable, dès lors que, dans bien des cas, les Etats désignent les chercheurs qui exercent ensuite le filtrage des publications.

Cela signifie, comme nous l'avons souvent répété, que nous sommes d'abord devant un agenda politique qui utilise la science comme alibi.

Je voulais aussi vous demander pourquoi vous n'avez pas choisi d'illustrer votre rapport par la célèbre « *courbe de Mann* » dite encore courbe en crosse de hockey, qui montrait une augmentation exponentielle de la température mondiale afin de prouver l'imminence de la catastrophe. Pourquoi ?

[Je sais que ce n'est pas facile quand on n'est pas en présentiel.]

Mais vous savez désormais comme tout le monde que cette courbe a été falsifiée par le biais dans le choix des données et le traitement statistique. Cette fraude a été démontrée très tôt, mais il a fallu 8 ans avant que la justice canadienne, en l'occurrence la cour suprême de Colombie britannique, condamne définitivement l'auteur de ce faux scientifique manifeste.

Or, ce type de comportement porte gravement atteinte à la crédibilité du GIEC, qui a cautionné cette falsification pendant des années.

Je ferai également une autre remarque au sujet de cette caution scientifique qui interdit le débat.

Il existe un précédent, c'est le marxisme, dont la prétention scientifique a conduit à la catastrophe économique et humaine que l'on connaît, avec des dizaines de millions de victimes.

Il faut se souvenir du contexte pesant des années d'après-guerre, y compris en France, où scientifiques, intellectuels et artistes se rangeaient massivement sous la bannière de cette idéologie à pseudo-scientifique.

Nous assistons aujourd'hui à un phénomène comparable mais cela va encore plus loin, car ce ne sont plus deux conceptions qui s'affrontent, nous sommes en face d'une pensée unique pour ne pas dire totalitaire.

Je sais que le terme vous choque, mais il est tout à fait adapté pour décrire la situation. On a tendance à confondre autoritaire et totalitaire. Une idéologie totalitaire désigne une vision politique qui prétend englober tous les aspects de la pensée et de la vie sociale.

Il est vrai que le glissement est facile, puisque cette vision totalitaire disqualifie de facto toute expression divergente, et cette quasi-unanimité qui a été évoquée par Marc Gricourt est aussi l'expression d'une lâcheté.

Sans parler de l'endoctrinement de la jeunesse, au point de développer un syndrome d'éco-anxiété qui les fait douter de l'avenir.

Tout cela pour dire que je ne me sens nullement contraint par la traduction politique des rapports du GIEC, et que je ne partage pas la vision catastrophiste qui prévaut, et qui fera sourire dans 50 ans.

Le caractère politique de cette vision est évident quand on peut lire dans votre rapport, et je ne cite que cet exemple, que la famine qui frappe Madagascar a été reconnue comme la première famine climatique par l'ONU. En ignorant que les meilleures qualités de riz produites sur l'île sont exportées vers la Chine ! Et en ignorant bien sûr les famines climatiques récurrentes ont toujours frappé l'humanité, y compris notre continent avant que les progrès de l'agriculture y mettent un terme, ces mêmes progrès que certains condamnent !

En vérité cette famine est due avant tout à l'incurie des gouvernements qui se sont succédé depuis l'indépendance et à rien d'autre.

Voilà pourquoi je souhaiterais que l'on sache raison garder sur ces questions, sans pour autant les négliger ou les sous-estimer.

Au final ce rapport balaie pratiquement toutes les politiques de la Région, dont nous avons débattu hier lors du vote du budget. Nous sommes tout simplement en train de refaire le débat budgétaire !

Il serait fastidieux d'énumérer les axes, objectifs, engagements et mesures, qu'il faudrait reprendre, examiner et voter un par un, malheureusement cette présentation globale ne nous laisse pas vraiment le choix.

Je ne m'étendrai pas non plus sur le bilan carbone, confié à EcoAct, désormais filiale du groupe Atos. Ce qui prouve combien le business du carbone intéresse beaucoup de monde dans le milieu des affaires, pour qui la certification carbone est une formidable opportunité financière, avec des certificats que les entreprises sont obligées d'acheter comme jadis on achetait des indulgences.

C'est un mécanisme que je ne souhaite pas cautionner.

Pour conclure, il nous sera difficile de nous associer à l'ensemble des engagements proposés, nous continuerons à voter les programmes qui nous semblent fondés et contre les autres, comme nous l'avons toujours fait, mais en refusant cette pression, pour ne pas dire cet ultimatum que vous nous imposez.

